



ANALYSE DES EFFETS FEED BACK DE LA CONSOMMATION, LES DEPENSES PUBLIQUES, LA FBCF ET LE PIB DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISES, DE 1960 A 2015

Par :

1. Assistant MWELA MAYAYA Paris



Résumé

La présente étude vise à apporter quelques réponses à cette question, en mettant en évidence les biens ou mieux des effets feed back qui existent entre la consommation, les dépenses publiques, la formation brute du capital fixe et le produit intérieur brut à court et long terme dans l'économie en utilisant l'approche économique vecteur autorégressif (SVAR).

L'objectif de cet article est d'analyser les interrelations entre variables susmentionnées afin d'identifier les variables pertinentes susceptibles d'influer sur la production ou le revenu de la République Démocratique du Congo.

Nous avons arrivé à la conclusion selon laquelle : à court terme, la consommation des ménages impacte sur les dépenses publiques, et le PIB ; la consommation, l'investissement et les dépenses publiques affectent négativement l'activité économique congolaise à court terme. C'est plutôt à long terme que la consommation affecte positivement l'activité économique congolaise.

Ainsi, la théorie économique s'accroît aux réalités de long terme ; la particularité des réalités congolaises réside essentiellement dans l'unique effet de la consommation sur le PIB.

1. Introduction

La situation mondiale est marquée par la globalisation. Et, tout Etat doit mettre en place des politiques économiques efficaces pour assurer le bien-être de la population. Cela passe par l'agissement sur les différents agrégats macroéconomiques.

En effet, dans une économie dite « fermée », la production est la sommation de trois composantes fondamentales de la demande pouvant permettre de booster l'économie. Il s'agit de la consommation des ménages, les investissements et les dépenses gouvernementales. Ces indicateurs constituent des agrégats macroéconomiques indispensables à la mise en place des bonnes politiques économiques et à la stabilité macroéconomique d'un pays. L'étude des comportements de ces deniers agrégats est donc un enjeu majeur de l'analyse économique. Dès lors, il apparaît judicieux de vérifier si ces trois variables constituent des véritables catalyseurs de la production en RDC.

Entre 1960 et 2015¹, l'économie congolaise est caractérisée par nombreux chocs de diverses natures. A titre illustratif, on peut citer l'indépendance du pays au 30 juin 1960. De 1961 à 1968, on a assisté à l'expansion économique grâce à la floraison du prix de café et du cuivre. De 1971 à 1974, il s'est observé la crise financière accompagnée du choc pétrolier et des mesures de zaïrianisation. Entre 1975 et 1980, les faits saillants sont notamment la montée du poids de la dette, la rupture avec les programmes d'ajustement structurels. Les années 90 restent marquées par les pillages, l'inflation à 4 chiffres, la conférence nationale souveraine, la réforme monétaire et troubles ethniques et les guerres en répétition. Ces événements ont eu des répercussions sur le cadre macroéconomique.

Le financement du déficit de l'Etat durant cette période par des avances de la BCC a entraîné une augmentation de la masse monétaire en circulation alors que le niveau de la production des biens et services n'avait pas connu la même variation. De ce fait, tous les indicateurs macroéconomiques étaient au rouge entre autre le taux de croissance négatif d'environ 7% en moyenne, l'hyperinflation de 9697% en 1994, la baisse des recettes publiques alors que les dépenses publiques augmentaient sensiblement. L'assainissement du cadre macroéconomique due à l'adoption des politiques budgétaires et monétaires restrictives depuis 2001 a permis à la RDC de renouer avec la croissance économique, de rompre avec l'hyperinflation ainsi que de réduire les déficits publics et limiter l'accroissement du taux d'endettement.

¹ Pour plus d'ambles informations, voir l'annexe 5.

En dépit de ces réformes, l'économie congolaise reste soumise à des contraintes structurelles qui affectent sensiblement l'efficacité des politiques économiques notamment la faible diversification des secteurs d'activités, sa vulnérabilité face aux chocs exogènes des prix internationaux, les problèmes de coulage des recettes publiques, etc.

Ces dernières années, des institutions régionales et internationales (FMI, 2014 ; Banque Mondiale, 2015 ; PNUD, 2014, OCDE et BAD, 2015), des structures nationales (BCC, 2014, Parlement) ainsi que des chercheurs (NGONDO, 2014 ; MUBIMBA, 2014 ; MUKWAMBA, 2014 ; TSHIALA, 2014 ; NGONGA et TOMBOLA, 2015) s'accordent tous sur une stabilité macroéconomique et une croissance économique vigoureuse et résiliente en RDC. Toutefois, tous sont unanimes et reconnaissent que cette croissance se réalise sur fond de persistance des taux élevés de chômage et de pauvreté. Tous estiment que le défi majeur consiste à mettre les retombées de cette croissance au service du développement humain.

La présente étude vise à apporter quelques réponses à cette question, en mettant en évidence les liens ou mieux des effets feedback qui existent entre la consommation, les dépenses publiques, la Formation brute du capital fixe et le Produit Intérieur Brut à court et long terme dans l'économie congolaise en utilisant l'approche économétrique Vecteur autorégressif (SVAR).

L'objectif général de ce travail est d'analyser les interrelations entre les variables susmentionnées afin d'identifier les variables pertinentes susceptibles d'influer sur la production ou le revenu national de la République Démocratique du Congo.

Le choix de ce sujet reste justifié par le souci d'identifier les vrais catalyseurs de la production en RDC pouvant servir comme outil d'analyse pour formuler et mener une politique économique nationale adéquate basée sur les composantes de la demande des agents économiques résidents. Une bonne connaissance de celle-ci peut permettre de mieux appréhender certains phénomènes et atteindre le développement ou l'émergence auquel aspire l'Etat congolais.

Le document s'articule autour de trois grandes parties. La première partie traite de la revue de littérature présentant un résumé de différentes études portant sur le même sujet. La deuxième partie étaye la méthodologie d'analyse en tenant compte de la spécificité de l'objet d'étude et des données disponibles. La troisième partie de ce document est consacrée à l'analyse et

présentation des principaux résultats. Enfin, une conclusion et les limites de l'étude permettront d'apprécier la qualité des résultats obtenus.

2. Revue de littérature

En analyse macroéconomique, deux thèses s'affrontent : la thèse de la théorie de l'offre et la théorie de la demande. Pour cette dernière thèse, il faut agir sur les composantes de la demande pour booster la production et par ricochet le revenu. Ce dernier temps, la deuxième thèse est la plus réaliste.

Une étude menée au Sénégal renseigne que l'Etat doit augmenter l'investissement, en vue de booster la croissance du PIB qui est le principal déterminant de la consommation, lutter contre l'inflation afin d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages².

Une étude économétrique sur la croissance en RDC au cours des huit décennies se révèle riche d'enseignements. Albert TCHETA-BAMPA³ a constaté que le stock du capital public et du capital humain ont des impacts non significativement positifs sur la croissance à long terme.

Feldstein et Horioka (1980), en analysant le degré de mobilité du capital, on conclut qu'en cas d'absence de mobilité des capitaux, en économie fermée, l'épargne nationale est égale à l'investissement national et tout accroissement de l'épargne induit un accroissement identique de l'investissement. En revanche, si le degré de mobilité du capital est élevé, cette même politique en faveur de l'épargne aura au moins un impact sur l'investissement du pays. L'impact des politiques économiques peut être faible ou fort suivant que l'Etat dégage le surplus ou des déficits budgétaires.

MANSOURI (2003) révèle que les dépenses publiques en capital ont un effet d'entraînement sur l'investissement privé et la croissance économique réelle dans le cas marocain. En adoptant de multiples approches alternatives et en prenant en compte les spécificités de l'économie marocaine, l'effet d'entraînement est partout confirmé, suggérant que les dépenses publiques en capital sont plus concentrées dans des secteurs complémentaires de l'investissement privé. Quant aux dépenses de consommation publique, elles évincent l'investissement privé, suggérant que le gaspillage sévissant au sein du secteur public est nuisible pour l'accumulation du capital au sein du secteur privé.

² xxx, « Analyse des déterminants de la consommation au Sénégal », CRADES, disponible sur http://www.commerce.gouv.sn/IMG/pdf/CRADES_Etude_consommation.pdf

³ Albert TCHETA-BAMPA, Les déterminants de la non-croissance économique en République Démocratique du Congo (1920-2000) disponible sur <http://laep.univ-paris1.fr/SEPIO/SEPIO120703Tcheta.pdf>

Il a été démontré, vers les années 2000, que la question n'est pas le rythme de la croissance économique mais plutôt les indicateurs qualitatifs pour parvenir à des améliorations durables du bien-être social (VINOD, T. et al., 2002 : 2).

Si les infrastructures lourdes peuvent, à court terme, ouvrir dans une certaine mesure les portes de la croissance, ce sont les infrastructures légères qui permettent de pérenniser la croissance (MLACHILA et al, 2015 :14).

En 2000, BOSSEKOTA (2001 : 16), qualifiant la RDC de « dernier pays pauvre du monde ⁴», estimait qu'aucun cadre macro-économique ne pourrait être efficacement opérationnel si le cadre macro-politique, qui est censé être à la tête et le régulateur, demeure bancal et contestable à souhait. L'Etat doit donc jouer un rôle important à travers sa politique budgétaire dont les dépenses gouvernementales. Selon JONES (2000 : 146), les pays dans lesquels le gouvernement utilise son pouvoir pour détourner les ressources ou favoriser leur détournement, réussissent beaucoup moins bien.

Pour parvenir à des meilleures performances économiques en RDC, profitant à la population, il est donc prioritaire d'investir dans des programmes capables d'assainir la gouvernance permettant une meilleure distribution des richesses.

Il ressort de cette revue que les composantes de la demande dans une économie fermée dont la consommation, l'investissement et les dépenses publiques constituent des véritables outils pour booster une économie ou mieux le bien-être.

Ainsi, cette étude consiste à analyser les interrelations entre la consommation, l'investissement, les dépenses publiques et le PIB afin de proposer un modèle efficace de création des richesses nationales.

La question que l'on peut donc se poser est de savoir : qu'elle est la principale composante de l'économie pour booster le PIB de la RDC à court et à long terme ?

3. Méthodologie du travail

3.1. Modèle d'analyse

⁴ La RDC avait un PIB par tête de 62\$ US, une dette publique extérieure de 12,2 milliards dollars américains, une démographie galopante de 3,4% par an par rapport à un taux de croissance économique négatif de -12,5% en 2000 et un pays sans épargne publique ni privée

La présente étude vise à analyser les effets feedbacks entre le Produit Intérieur Brut (PIB), la Consommation (CONS), les Dépenses Publiques (DP) et la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF), dans l'économie Congolaise par l'approche économétrique Vecteur d'Autorégressif Structurel (SVAR).

L'analyse des liens entre les variables précitées a fait l'objet d'études empiriques afin de déterminer les interrelations entre elles, les interactions mais aussi évaluer la réponse des variables aux chocs endogènes dus aux interactions de chaque variable.

Des matrices de corrélation des analyses de tendance et des tests d'intégration entre les variables ont été présentées également en vue d'aider à valider de manière empirique l'orientation du lien de cause à effet, telle que présentée par la théorie économique. Le test d'intégration utilisé dans le cadre de la présente étude est celui de la stationnarité sur la valeur résiduelle des équations estimatives. L'équation du test de Dickey Fuller Augmenté (ADF) a été utilisée pour tester la stationnarité de différentes variables notamment le Produit Intérieur Brut, la consommation, les dépenses publiques et l'investissement, tel que décrit de manière détaillée dans les sections suivantes.

3.2. Spécification du modèle

Forme structurelle

Le modèle d'analyse (SVAR) utilisé est le suivant :

$$\begin{pmatrix} 1 & b_{12} & b_{13} & b_{14} \\ b_{21} & 1 & b_{23} & b_{24} \\ b_{31} & b_{32} & 1 & b_{34} \\ b_{41} & b_{42} & b_{43} & 1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_t \\ dIDP_t \\ dIFBCF_t \\ dIIPB_t \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} b_{10} \\ b_{20} \\ b_{30} \\ b_{40} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} \gamma_{11} & \gamma_{12} & \gamma_{13} & \gamma_{14} \\ \gamma_{21} & \gamma_{22} & \gamma_{23} & \gamma_{24} \\ \gamma_{31} & \gamma_{32} & \gamma_{33} & \gamma_{34} \\ \gamma_{41} & \gamma_{42} & \gamma_{43} & \gamma_{44} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_{t-1} \\ dIDP_{t-1} \\ dIFBCF_{t-1} \\ dIIPB_{t-1} \end{pmatrix} + \dots + \begin{pmatrix} \phi_{11} & \phi_{12} & \phi_{13} & \phi_{14} \\ \phi_{21} & \phi_{22} & \phi_{23} & \phi_{24} \\ \phi_{31} & \phi_{32} & \phi_{33} & \phi_{34} \\ \phi_{41} & \phi_{42} & \phi_{43} & \phi_{44} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_{t-n} \\ dIDP_{t-n} \\ dIFBCF_{t-n} \\ dIIPB_{t-n} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} \varepsilon_{1t} \\ \varepsilon_{2t} \\ \varepsilon_{3t} \\ \varepsilon_{4t} \end{pmatrix}$$

$$BY_t = \Gamma_0 + \Gamma_1 Y_{t-1} + \dots + \Gamma_n Y_{t-n} + \varepsilon_t$$

Forme réduite

En multipliant les deux membres par B^{-1}

$$B^{-1}BY_t = B^{-1}\Gamma_0 + B^{-1}\Gamma_1 Y_{t-1} + \dots + B^{-1}\Gamma_n Y_{t-n} + B^{-1}\varepsilon_t$$

$$Y_t = \pi_0 + \pi_1 Y_{t-1} + \dots + \pi_n Y_{t-n} + e_t$$

où $\pi_0 = B^{-1}\Gamma_0$, $\pi_1 = B^{-1}\Gamma_1$, $\pi_n = B^{-1}\Gamma_n$ et $e_t = B^{-1}\varepsilon_t$

3.3. Les données

L'application est menée sur de données annuelles de l'économie congolaise issues de la publication de « Perspective Monde, Aout 2016 »⁵. Elles ne concernent que la RDC et couvrent la période allant de 1960 à 2015 (T= 56 observations).

Les variables utilisées sont le Produit Intérieur Brut courant, la consommation, les dépenses gouvernementales, la Formation brute du capital fixe. Elles sont exprimées en dollar courant.

Le fichier *Base_Données_RDC* du CD contient les séries brutes nécessaires à l'estimation du modèle. On note, CONS : Consommation des ménages (C), FBCF : Investissement brut (I), DP : dépenses publiques (G) et PIB : Produit Intérieur Brut (Y).

Compte tenu de la nature des données tel que les montre les graphiques (Annexe 1), nous avons eu à transformer les données de toutes les quatre variables en logarithme⁶. Et ce sont des données transformées en logarithme qui ont été traitées tout au long de ce travail.

Pour l'analyse des données, il a été fait usage du logiciel économétrique STATA 12.

⁵ Les données sont disponibles sur ce site: <http://perspective.usherbrooke.ca/>

⁶ On a : lCONS=log(Cons) ; lDP=log(DP) ; lBFBCF=log(FBCF) et lPIB=log(PIB)

4. Estimations du SVAR

4.1. Stationnarité et ordre d'intégration des variables

La première étape avant l'estimation du modèle consiste à définir le degré d'intégration des variables. Pour déterminer l'ordre d'intégration des principales variables de cette étude, nous avons utilisé le test ADF (Augmented Dickey-Fuller). Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau1 suivant.

Tableau 1 : Stationnarité à niveau

VARIABLES	Ordre d'intégration	ADF	MacKinnon 5%	Décision
ICONS	0	-1.686 (0.4385)	-2,926	Non stationnaire
IDP	0	-1.433 (0.5662)	-2,926	Non stationnaire
dIFBCF	0	- 2.560(0.1016)	-2,928	Non stationnaire
IPIB	0	-1.574 (0.4966)	-2,926	Non Stationnaire

Les valeurs entre parenthèses sont les p-value approximée de MacKinnon

Il ressort que toutes les variables de cette étude sont non stationnaires à niveau. Ce qui nécessite la transformation des données en différence première et à tester de nouveau la stationnarité des nouvelles variables transformées. Le tableau ci-dessous présente le résultat y afférent :

Tableau 2 : Stationnarité à la différence première

VARIABLES	Ordre d'intégration	ADF	MacKinnon 5%	Décision
DICONS	1	-11,968 (0.0000)	-2,927	stationnaire
dIDP	1	-7,872 (0.0000)	-2,927	stationnaire
dIFBCF	1	-10,805 (0.0000)	-2,929	stationnaire
dIPIB	1	-4,885 (0.0000)	-2,927	Stationnaire

Les valeurs entre parenthèses sont les p-value approximée de MacKinnon

Le tableau 2 montre que toutes les variables étudiées sont intégrées d'ordre 1. Ces séries étant I(1) sont stationnaires. Les résultats de nos tests sont conformes à plusieurs autres résultats de même type concernant des données macroéconomiques⁷.

4.2. Estimation du VAR

Dans ce paragraphe, il est question de diagnostiquer l'estimation du modèle VAR (Vector AutoRegressive model) dont la dynamique de court

⁷ Voir Bonnet et Mahfouz (1996), Cotis, Méary et Sobczack (1996), L'Horty et Sobczack (1997)

terme n'est pas contrainte. Les étapes à suivre dans la présente démarche sont les suivantes : Estimation des paramètres du modèle VAR, détermination du nombre de retards de la représentation VAR et Diagnostic du VAR.

1. Détermination du nombre de retards

La première étape de la présente démarche consiste à déterminer le nombre de retards de la représentation VAR. Le calcul des critères d'information LR⁸, FPE⁹, AIC¹⁰, SBIC¹¹ et HQIC¹² pour des retards allant de 1 à 2. Les résultats du tableau ci-dessous montrent que le retard qui peut être retenu est de 0.

Tableau 3 : Détermination du nombre de retards

Lag	LR	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0		2.1e-06*	-1.71222*	-1.65363*	-1.55778*
1	29.655	2.2e-06	-1.66436	-1.3714	-.892192
2	31.913*	2.3e-06	-1.66258	-1.13525	-.272673

En effet, quatre critères d'information (FPE, AIC, HQIC et SBIC) parmi les cinq indiquent que le nombre de retards à retenir est de 0. Ce qui renseigne que le modèle VAR estimé ci-haut reste retenu. En présent, il est important de pouvoir procéder au diagnostic du modèle VAR.

2. Diagnostic du VAR

- **Test de normalité**

Pour ce test, les résultats obtenus sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Test de normalité de Jarque-Bera

Variables	Test de normalité de Jarque-Bera (p-value)
dlcons	0.00000*
dlDP	0.78093
dlFBCF	0.00000 *
dlPIB	0.86176
All	0.00000*

⁸ LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)

⁹ FPE: Final prediction error

¹⁰ AIC: Akaike information criterion

¹¹ SC: Schwarz information criterion

¹² HQ: Hannan-Quinn information criterion.

De ce tableau, le constat est que les variables consommations, formation brute du capital fixe sont celles qui sont normales. De même, l'ensemble du système est normal. Il y a la normalité car leurs probabilités associées à la statistique de Jarque-Bera sont inférieures à 5%.

- **Test d'autocorrélation des erreurs**

Quant au test d'autocorrélation des erreurs, il ressort que pour le lag 2, il y a absence d'autocorrélation des erreurs alors que pour le lag 1, il y a présence d'autocorrélation des erreurs car la probabilité associée à cette statistique est inférieure à 5%.

Tableau 5 : Test d'autocorrélation des erreurs

Lag	P-value
1	0.04620 *
2	0.93680

- **Test de stabilité**

En jetant un regard sur le graphique 2 en annexe, il ressort qu'il y a stabilité du modèle parce toutes les racines sont à l'intérieur du cercle. Ceci implique que le modèle est propice pour effectuer les prévisions.

- **Test de causalité au sens de Granger**

Ce test permet de tester les différentes causalités entre différentes variables. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Test de causalité de Granger

Equation	Cause	p-value
CONSOMMATION	dIDP	0.064
	dIFBCF	0.017*
	dIPIB	0.032*
	All	0.023*
DEPENSES PUBLIQUES	dICONS	0.226
	dIFBCF	0.009*
	dIPIB	0.207
	All	0.001*
FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE	dICONS	0.417
	dIDP	0.637
	dIPIB	0.484
	All	0.635
PIB	dICONS	0.020*

dIDP	0.138
dIFBCF	0.014*
All	0.033*

***significatif à 5%**

Au vu de ces résultats, le constat est que dans l'économie congolaise l'investissement et le PIB causent la consommation des ménages au seuil de 5% au sens de Granger. Ce qui indique que s'il y a plus d'investissements, les ménages auront plus de revenu à travers les rémunérations et ainsi pourront consommer plus via. De même, le PIB est aussi une cause de la variation de la consommation des ménages. Ceci pourrait indiquer qu'une variation de la production entraîne celle des ménages. Ce qui renseigne qu'une forte production pourra nécessiter plus des facteurs de production dont la main-d'œuvre et vice versa. Ceci pourra impacter sur le revenu de cette dernière et par ricochet sur sa consommation. Mais aussi, l'ensemble du système influence significativement la consommation au sens de Granger à 5%.

Quant aux facteurs qui peuvent être la cause des dépenses publiques, nous constatons que seul l'investissement privé est susceptible d'influer sur celles-ci. Ceci indiquerait qu'un haut niveau d'investissement entrainerait des dépenses élevées car l'Etat aura plus des moyens à travers les impôts et taxes. Il est toutefois important de craindre un effet d'éviction.

Concernant, le facteur pouvant être une des causes de la formation brute du capital fixe (FBCF), les résultats renseignent qu'aucune variable ne cause cette dernière. Ni la consommation, ni les dépenses publiques et même le PIB n'influencent significativement la FBCF.

Enfin, la consommation et la formation brute du capital fixe causent le PIB au seuil de 5%.

4.3. L'estimation du modèle SVAR

Dans ce point, il est question d'examiner les effets contemporains de court terme mais aussi analyser les effets de long terme.

1. Analyse des effets contemporains à court terme

Il est question d'analyser les relations contemporaines en utilisant la décomposition de CHOLESKI. Le tableau ci-dessous présente les résultats y afférents.

Tableau 7 : Estimation des paramètres structurels de court terme

Paramètres	MODELE I			MODELE II		
	Valeurs	Intervalle de confiance 95%		Valeurs	Intervalle de confiance 95%	
		Limite inférieure	Limite supérieure		Limite inférieure	Limite supérieure
a₂₁	-0,49281275 (0.000)*	-0,7260613	-0,2595642	-0,4928128 (0.000)*	-0,7260613	-0,2595642
a₃₁	-1,5377434 (0.000)*	-2,236262	-0,8392251	-1.4627 (0.000)*	-2,064944	-0,860455
a₄₁	-0,7759256 (0.000)*	-0,8233656	-0,7284856	-0,7759252 (0.000)*	-0,8227184	-0,729132
a₃₂	0,15227636 (0.679)	-0,5694081	0,8739609	0	-	-
a₄₂	-0,09630001 (0.000)*	-0,1380967	-0,0545034	- 0,09629929 (0.000)*	-0,1380232	-0,0545754
a₄₃	-.09820149 (0.000)*	-0,1143893	-0,0820137	-0,098202 (0.000)*	-0,1143616	-0,0820424

Les montants entre parenthèses représentent les p-value. *significatif à 5% .

Effets de la consommation des ménages

Il ressort de ce tableau que la consommation explique significativement les dépenses publiques négativement, soit si la consommation varie de 1%, les dépenses publiques vont baisser de 0,49%. A court terme, la consommation des ménages influence significativement les dépenses publiques. Ceci peut être expliqué par le fait que c'est l'Etat qui est le grand employeur de la RDC.

Il ressort aussi que l'effet contemporain de la consommation des ménages sur l'investissement est significatif. La consommation des ménages impactent négativement sur l'investissement privé.

Et enfin, la relation contemporaine de la consommation des ménages sur le PIB est aussi significative au seuil de 5%.

Effets des dépenses publiques

Les résultats ci-dessus indiquent que les dépenses publiques affectent significativement le PIB à court terme mais pas l'investissement. Ce

qui converge à la théorie macroéconomique qui stipule qu'à court terme l'effet d'une politique budgétaire sur l'investissement est ambiguë (NYEMBWE, 2016).

Toutefois, les dépenses publiques impactent négativement le PIB. L'investissement public dans le cas congolais influe donc de manière négative sur l'accumulation de richesses. Une augmentation des dépenses d'investissement public d'un \$ induirait en période courante, une baisse du PIB de l'ordre de 0,096\$. Ceci pourrait penser à croire que les gros salaires et les dépenses de gaspillage au sein du secteur public influencent beaucoup le PIB. Une augmentation de la consommation générale de l'Etat en période t d'un point entraînerait une chute du PIB de 0,96 point.

Aussi, toute augmentation des dépenses de consommation générale de l'Etat n'a pas d'influence sur l'investissement privé. Il est très probable que ce genre de dépenses publiques est lié au phénomène de la fuite des capitaux : toute hausse des dépenses de consommation générale de l'Etat vient enrichir les grands détenteurs de traitements et de salaires publics investissant leur "patrimoine" à l'étranger (si on ajoute à ces sommes substantielles, les sommes dilapidées par le biais de la corruption, la taille des ponctions opérées sur les ressources financières disponibles deviendra peut-être faramineuse et son impact sur l'accumulation du capital au sein du secteur privé serait plus accentuée). A en croire les chiffres de la Banque Mondiale, la consommation générale de l'Etat (*general government consumption* dans le jargon des institutions de Bretton Woods) dépasse 6 (six) milliards de dollars en 1997, soit près de 18% du PIB¹³, dont les salaires et traitements publics occupent une part de plus de 65%, soit 12% du PIB environ. En moyenne annuelle sur 38 ans (période 1960-1997), la consommation générale de l'Etat est de l'ordre de 2,6 milliards de dollars, dont presque 1,8 milliard pour les salaires et les traitements publics.

Un rapport¹⁴ des structures de la société civile de RDC indique que le montant total des affectations budgétaires obscures (parce qu'injustifiées) accordée à l'espace présidentiel est d'environ 5 milliards de francs congolais, soit près du double du budget du Ministère de l'Intérieur dont on connaît l'importance dans le contexte actuel, près de 4 fois le budget de l'ANR, plus de 7 fois le budget de la CEL, juste pour alimenter la caisse noire des tous ces rentiers de l'Etat patrimonial. Il faut noter que ce Fonds n'est qu'une seule rubrique parmi plusieurs des crédits énormes réservés à ce groupe dirigeant comparés aux maigres fonds réservés aux dépenses sociales : Santé publique :

¹³ - En comparaison avec d'autres pays en développement, la consommation générale de l'Etat en 1997 est de 12,25% du PIB en Turquie, 12% au Pakistan, 8% en Egypte, 8,30% au Mexique et 11,70% du PIB en Syrie.

¹⁴ Rapport des structures de la Société civile de la RDC, analyse du Budget de la RDC, 2011

292 millions ; Affaires Sociales : 71 millions ; Agriculture, pêche et élevage : 148 millions ; Développement Rural : 111 millions.

Effets des investissements privés

La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) influence significativement le PIB. Ceci indique que l'investissement joue un rôle important sur la production en RDC. Or en RDC, l'investissement est plus orienté dans le secteur minier. Cependant, les investissements dans le secteur minier sont générateurs de revenus substantiels pour les investisseurs étrangers, et ce processus est amplifié par des règles d'amortissement accéléré prévues par le code minier. Et ceci expose souvent l'économie congolaise aux chocs exogènes. Un rapport de la Banque Mondiale (2015 : 14) indique que la sensibilité de la RDC aux chocs externes et aux fluctuations de l'activité internationale et des prix des matières premières est très élevée. Cette sensibilité est due à la concentration des exportations sur les produits primaires des industries extractives et à la part importante des importations de produits alimentaires. Les exportations représentent en effet 35% du PIB, dont 95% sont des produits pétroliers et des minéraux. Afin de réduire cette sensibilité, la RDC pourrait opter pour une diversification géographique et par produits. Une autre option complémentaire serait d'augmenter le contenu local des produits exportés dans divers secteurs, notamment les mines et l'agriculture. Cependant, des infrastructures déficientes entravent l'activité économique en général et empêchent le développement des activités en aval et en amont dans le secteur minier.

D'ailleurs, le Groupe de la Banque Mondiale (2015 : 11) signale que ce sont les étrangers, notamment les multinationales du secteur minier, qui tirent plus profit des fruits de la croissance congolaise au détriment des congolais¹⁵. Le secteur minier, qui contribue à 48,4% à la croissance, n'emploie que 2 à 9% des travailleurs congolais. Or, la croissance étant un phénomène fini qui ne dure que le temps des ressources disponibles (HANCE, 2012 : 40-52), il est important que la RDC cherche à y tirer le maximum des profits du fait que les ressources minières sont épuisables et sont vulnérables à la conjoncture économique.

En sus, les relations de court terme renseignent que la consommation, la Formation Brute du Capital Fixe et les dépenses publiques influencent significativement le PIB mais avec des coefficients négatifs.

¹⁵La croissance économique congolaise reste soutenue, tirée par le dynamisme du secteur minier. La production minière et les investissements connexes sont les principaux moteurs de la croissance en RDC.

Ayant analysé les effets de court terme, il est opportun d'apprécier ceux de long terme.

2. Analyse des effets contemporains à long terme

En partant de la théorie macroéconomique, le modèle AS-AD stipule, qu'à long terme (moyen terme), la production retourne à sa situation stationnaire ou structurelle en cas d'une politique budgétaire. La production à long terme revient à son niveau initial.

A Moyen terme, une politique budgétaire restrictive n'influence pas la production car on revient au niveau structurel. Toutefois, une politique budgétaire restrictive peut avoir un impact sur l'investissement à moyen terme. On parle d'un effet d'éviction (NYEMBWE, 2016).

Le tableau ci- dessous présente les relations de long terme entre nos variables :

Tableau 8 : Estimation des paramètres structurels de long terme

Paramètres	Valeurs	Intervalle de confiance 95%	
		Limite inférieure	Limite supérieure
c₂₁	0,7809079 (0.000)*	0,5009131	1,060903
c₃₁	1,416002 (0.000)*	1,136007	1,695997
c₄₁	1,017552 (0.000)*	0,7364031	1,298701
c₄₃	0,0908895 (0.525)	-0,1891054	37088430,

A long terme, il s'avère que seule la consommation influence le PIB en RDC. L'investissement comme les dépenses publiques n'impactent pas sur le PIB. Il ressort que la consommation influence positivement et significativement la production à long terme. Ce qui est conforme à la théorie économique de la demande.

Conclusion

L'objet de ce document était de procéder à une évaluation empirique des effets feedback entre la consommation, les dépenses publiques, la FBCF et le PIB de l'économie congolaise de 1960 à 2015.

Au terme de cette étude, il apparaît qu'en court terme, la consommation des ménages impactent sur les dépenses publiques, l'investissement et le PIB. La consommation, l'investissement et les dépenses publiques affectent négativement l'activité économique congolaise à court terme. C'est plutôt à long terme que la consommation affecte positivement l'activité économique congolaise.

En court-terme, la consommation des ménages, les dépenses publiques et la formation brute du capital fixe influencent significativement le PIB alors qu'à long terme seule la consommation impacte positivement sur ce dernier.

Ainsi, les théories économiques s'accordent aux réalités de long terme. La particularité des réalités congolaises réside essentiellement dans l'unique effet positif de la consommation sur le PIB.

Les principales limites de cette étude sont d'ordre théorique et méthodologie. Du point de vue théorie, elle ne récense les résultats empiriques des études antérieures sans épinglez leurs approches méthodologiques sur l'économie congolaise. De même, sur le plan méthodologique, elle se borne plus sur les agrégats macroéconomiques sans tenir compte de la structure de chaque agrégat. Ainsi, l'impact des dépenses publiques sur le PIB peut dépendre de la structure des celles-ci. Pour ne retenir qu'une répartition très globale de la dépense publique, à savoir la dépense qui est consacrée au fonctionnement et celle qui est consacrée à l'investissement, elles n'ont pas le même impact sur les conditions de développement et de croissance d'une économie. De même, un investissement privé matériel et immatériel n'ont pas les mêmes effets sur le développement. Selon que la consommation est des biens de production, de luxe, etc peut aussi influencer de telle ou telle autre manière le PIB.

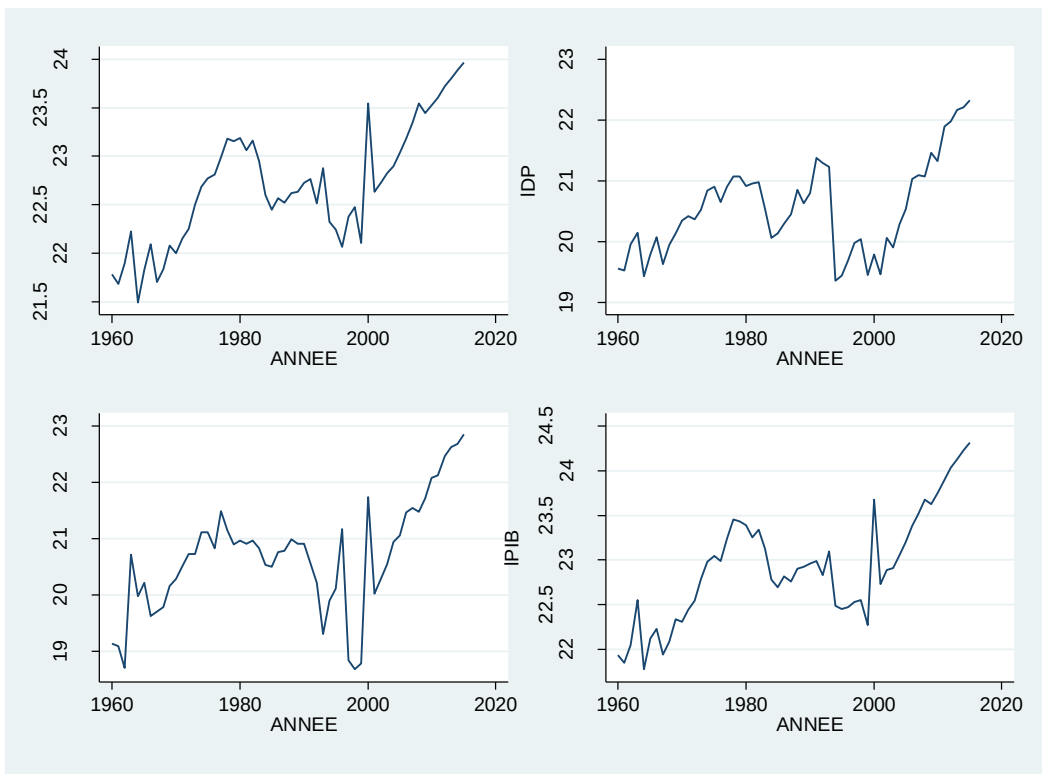
Toutefois, cette étude présente un panorama utile sur l'analyse de la situation et politique économique en RDC. Il faudrait approfondir l'analyse en étudiant les effets feedback en intégrant l'aspect des différentes structures de nos agrégats.

Références bibliographiques

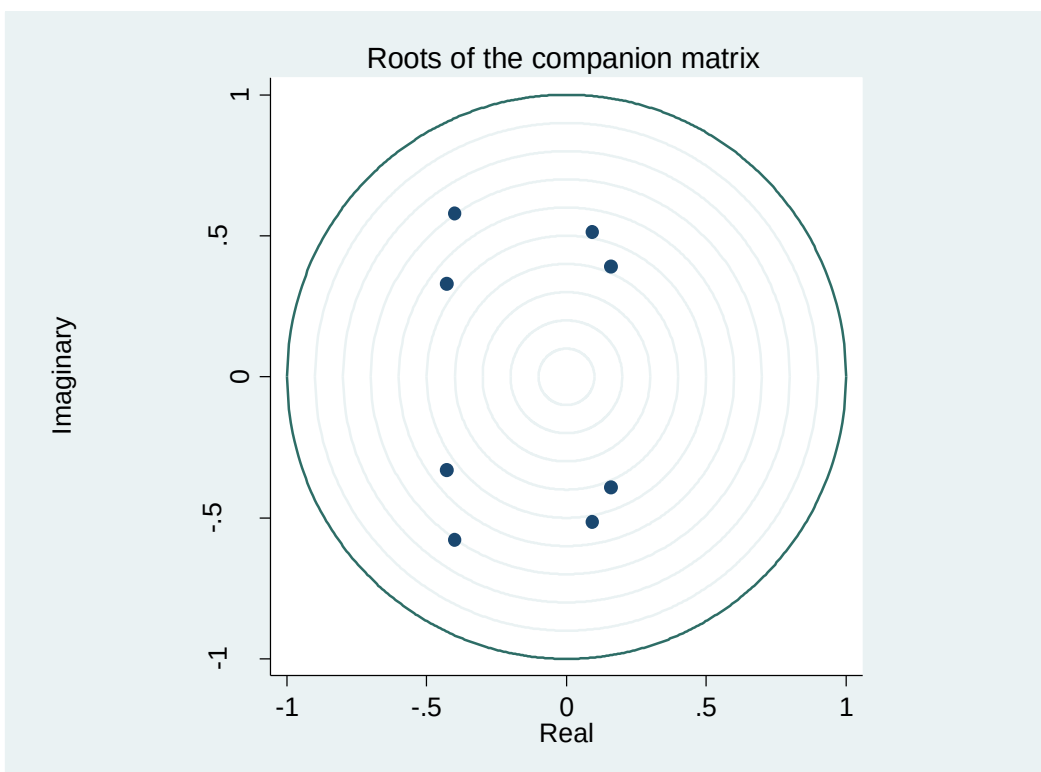
- ✧ **BAfD, OCDE, PNUD, OCDE, PNUD (2015)**, *Perspectives économiques en Afrique 2015 : Développement spatial et inclusion spatiale*.
- ✧ **BONNET, X. et MAHFOUZ, S.** (1996), « The Influence Of Different Specifications Of Wages Prices Spirals On The Measure Of The Nairu : The Case Of France », Document de travail de la Direction des Etudes et synthèses économiques, G 9715, INSEE.
- ✧ **BOSSEKOTA, W.L. et SABITI, K.J.** (2001), *R.D-Congo : Dernier pays pauvre du monde ?*, Kinshasa, Ed. Presses Universitaires Bel Campus, 356p.
- ✧ **CHARLICK R.** (1995), « Le concept de gouvernance et ses implications en Afrique » in ESOAVELOMANDROSSO, M. et FELTZ, G., (1995), *Démocratie et développement : Mirage ou espoir raisonnable ?*, Paris et Antananarivo, Ed. Karthala et Omaly Sy Anio, pp.17-42.
- ✧ **COTIS, J. -PH. , MEARY, R. et SOBCZACK, N.** (1996) « Le chômage d'équilibre en France : une évaluation », revue économique, vol. 49, N° 9, pp. 921-935
- ✧ **DORTE, D., KABUYA, K. F. et KIDA, M.,** (2012), « Contraintes des Politiques Macroéconomiques », dans Herderschee, J., Mukoko S.D. et Tshimenga Tshibangu, M. (éditeurs), *Résilience d'un Géant Africain : Accélérer la Croissance et Promouvoir l'emploi en République Démocratique du Congo*, Volume I Synthèse, contexte historique et macroéconomique, MEDIASPAUL, Kinshasa, pages 123-169.
- ✧ **FELDTEIN, M., HORIOKA, C.** (1980), « Domestic saving and international capital flows », *Economic Journal*, 90, 314-329
- ✧ **GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE (Septembre 2015)**, *République Démocratique du Congo, Rapport de Suivi de la Situation Économique et Financière –Renforcer la Résilience de Long Terme de la RDC: le Rôle de la Dédollarisation, de la Prospection Artisanale et de la Diversification Économique*, Troisième Edition, 57p.
- ✧ **HANCE, T.** (2012), *Dix voies d'avenir pour neuf milliards d'humains*, Bruxelles, Ed. Racine, 180p.
- ✧ **JONES, C.I.** (2000), *Théorie de la croissance endogène*, Bruxelles, De Boeck, 197p.
- ✧ **L'Horty Y. et Sobczack N.** (1997). « Les Determinants Du Chomage D'équilibre : Estimation D'un Modele Ws-Ps Sur Donnees Trimestrielles Françaises », *Economie et prévision*, N° 127, pp. 101-116
- ✧ **MANSOURI, B.,** *Déséquilibres Financiers Publics, Investissement Privé et Croissance Economique au Maroc*, Projet de communication aux journées scientifique du Réseau, Marrakech, Maroc, mars 2003
- ✧ **MLACHILA, M., TAPSOBA, R. et SAMPAWENDE, T.** (Juin 2015), « Pour une croissance de qualité » in *Finances & Développement*

- ✧ **MUBIMBA, A.M. (février 2014)**, « Croissance, inégalités et pauvreté en République Démocratique du Congo : quelle peut être la contribution d'une économie sociale ? » in *Congo-Afrique*, n°482, pp.138-145.
- ✧ **MUKUKO, S.D. (2005)**, Stabilisation macro-économique et lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo disponible sur <http://www.lareq.com>
- ✧ **MUKWAMBA, M.M.**, *Croissance économique et consommation des ménages en RDC de 2002 à 2013*, mémoire inédit, FASEG, UNIKIN, 2013-2014.
- ✧ **NGONDO a P.S. (mars-avril 2014)**, « Le paradoxe d'une croissance économique sans développement en RD Congo ? » in *Congo-Afrique*, n°483-484, pp.233-243
- ✧ **NGONGA, N.V. et TOMBOLA, M.C. (mars 2015)**, « Vulnérabilité économique et résilience : comment la RDC résiste! » in *Revue Congolaise de Politique Economique*, Vol. 1 - Numéro 1, disponible sur <http://www.rcpe.cd/>.
- ✧ **NYEMBWE, M.**, Cours de macroéconomie approfondie, DEA-UNIKIN, 2015
- ✧ **OCDE (2000)**, *L'Afrique : réforme et croissance*, Ed. Du Centre de Développement de l'OCDE et BAD, 210p.
- ✧ **PNUD (Décembre 2014)** *Rapport National sur le Développement Humain 2014, Cohésion nationale pour l'émergence de la République Démocratique du Congo*.
- ✧ **TCHETA-BAMPA, A.**, *Les déterminants de la non-croissance économique en République Démocratique du Congo (1920-2000)* disponible sur <http://laep.univ-paris1.fr/SEPIO/SEPIO120703Tcheta.pdf>
- ✧ **TSHIALA, B.V. (mars-avril 2014)**, « La République Démocratique du Congo, pays émergent vers 2025 : mythe ou réalité ? » in *Congo-Afrique*, n°483-484, pp.229-232.
- ✧ **VINOD, T. et al. (2002)**, *Qualité de la croissance*, Bruxelles, 1^{re} éd. De Boeck, 282p.
- ✧ **World Bank (2015)**, *World Development Indicators : Size of the economy*, Press for the World Bank
- ✧ **XXX**, « Analyse des déterminants de la consommation au Sénégal », CRADES, disponible sur http://www.commerce.gouv.sn/IMG/pdf/CRADES_Etude_consommation.pdf

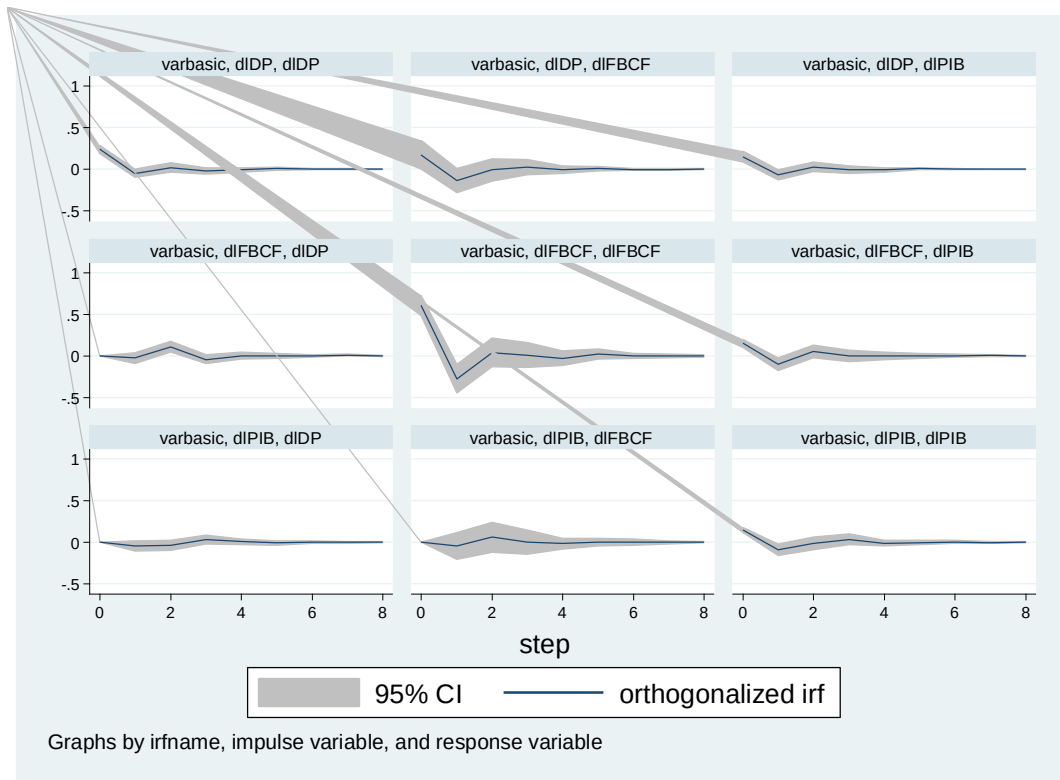
ANNEXE 1 : Evolution des variables de 1960 à 2015



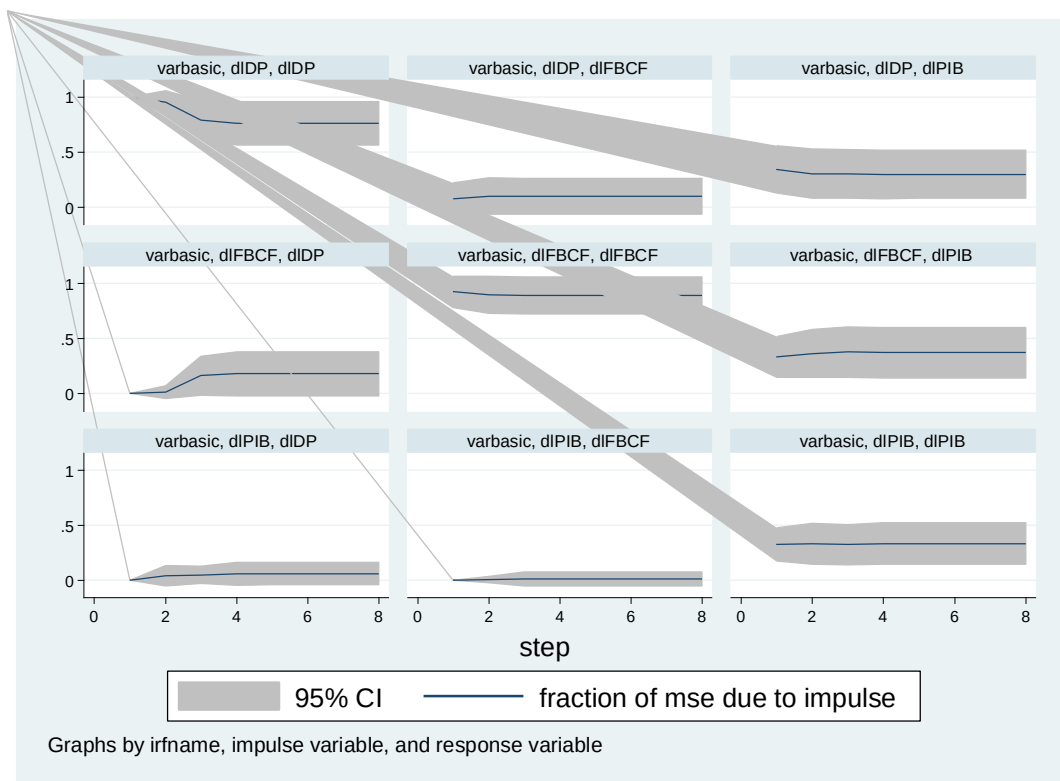
Annexe 2 : TEST DE STABILITE DU VAR



ANNEXE 3 : Réponses impulsionnelles : FEVDs



ANNEXE 4 : Réponses impulsionnelles : IRF



ANNEXE 5 : EVOLUTION DES EVENEMENTS POLITIQUES ET ECONOMIQUES EN RDC

- 1960 : Indépendance 30 juin
- 1961 : Assassinat Patrice Emery Lumumba
- 1962 : Cession katangaise
- 1964 : Rébellion muleliste
- 1965 : Prise de pouvoir par Mobutu
- 1968 : Flambée de prix du café, du cuivre et autres
- 1969 : Flambée de prix du café, du cuivre et accumulation dette publique extérieure
- 1970 : Flambée de prix du café, du cuivre et autres
- 1971 : crise financière
- 1973 : choc pétrolier et baisse des cours mondiaux des métaux
- 1974 : Zaïrianisation
- 1977-1978 : guerre du Shaba
- 1979 : choc pétrolier
- 1983 : fin du régime de change fixe, réforme monétaire
- 1984 -1988 : politique d'ajustement économique et financier : hyperinflation
- 1989 : Rupture du programme d'ajustement structurel, crise d'endettement, fin de la guerre froide
- 1990 : Troubles ethniques au Shaba
- 1991 : Pillages-inflation à 4 chiffres
- 1992 : Conférence nationale souveraine
- 1993 : pillages (2^{ème} vague), réforme monétaire et troubles ethniques
- 1994 : Acte constitutionnel de la transition
- 1995 : Programme de désinflation rapide, baisse de l'inflation et croissance positive
- 1996 : Massacre des tutsi zaïrois, début de la première guerre en RDC
- 1997 : Fin de la 1^{ère} guerre au Congo - chute du régime de Mobutu
- 1998 : Début de la 2^{ème} guerre du Congo
- 1999 : Ratification des accords de Lusaka
- 2000 : Guerre de 6 jours

- 2001 : Assassinat de L.D. KABILA, fin du régime de change contrôlé et adoption du régime de change flottant
- 2002 : Formation de l'accord de Sun-City
- 2003 : Ratification de l'accord global et inclusif de Pretoria et fin de la 2^e guerre au Congo
- 2004 : Affrontements armés entre les différentes factions
- 2005 : Non atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE
- 2006 : Elections présidentielles
- 2007 : Flaraison des cours des métaux
- 2008 : Flaraison des cours des métaux
- 2009 : crise financière internationale des subprimes
- 2010 : atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE
- 2011 : Elections présidentielles et législatives